

Hutchison. Le 22 novembre, M. Hutchison remit au ministère des Affaires étrangères de Pékin une note énonçant à nouveau les objectifs des Nations Unies en Corée et soulignant qu'ils ne comportaient de menace ni pour la sécurité de la Chine ni pour ses intérêts légitimes dans cette région.

Puis le 24 novembre, immédiatement après les efforts sérieux des Gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni pour persuader les peuples coréen et chinois que l'intervention des Nations Unies en Corée ne dissimulait aucun dessein d'agression contre eux, le général MacArthur déclencha l'offensive qui, selon lui, devait mettre fin à la guerre. Le même jour, le général W. Hsiu-chuan arrivait à New-York pour insister, devant le Conseil de sécurité, sur les accusations d'« agression » contre les États-Unis au sujet de Formose. Le même jour également, la Commission des questions politiques de l'Assemblée générale se prononça, par 30 voix contre 8, en faveur d'une proposition soviétique tendant à ce que la délégation de Pékin soit entendue au sujet de l'accusation d'agression contre la Chine que l'U.R.S.S. avait portée contre les États-Unis. Le 27 novembre, la délégation de Pékin se présenta donc, pour la première fois, devant la Commission des questions politiques. M. Vichinsky, délégué de l'U.R.S.S., ouvrit le débat en accusant les États-Unis d'avoir envahi Formose, « partie intégrante de la Chine ». M. Dulles, délégué des États-Unis, répliqua que l'Union soviétique voulait « tuer » la vieille amitié qui liait la Chine et les États-Unis. Ce jour-là, la délégation de Pékin ne prit aucune part au débat.

Le même jour, la délégation de Pékin assista à une séance du Conseil de sécurité. Mais une série de manœuvres de procédure de la part de M. Malik, représentant de l'U.R.S.S., remplit tout l'après-midi. Lorsque M. Bebler, délégué de la Yougoslavie et président du Conseil de sécurité, décida de mettre en discussion, comme un seul et même point de l'ordre du jour, l'« agression » américaine à Formose et l'agression chinoise en Corée, le délégué soviétique s'opposa à cette manière de procéder. Il demanda qu'au contraire les deux questions soient étudiées séparément et que la priorité soit accordée à celle de Formose. Cette proposition, qui n'aurait pas permis d'interroger immédiatement la délégation de Pékin au sujet de l'intervention chinoise en Corée, fut repoussée par 7 voix contre 1. Une autre proposition de M. Malik, qui aurait eu pour effet de donner la parole au général Wu avant de la donner à M. Austin, représentant des États-Unis, fut également écartée, et le président ajourna la séance au lendemain.

Le 28 novembre, lorsque le Conseil de sécurité se réunit, les nouvelles du front coréen étaient graves. Les Nations Unies avaient reçu un communiqué du général MacArthur leur faisant savoir que « les troupes des Nations Unies faisaient face à une guerre entièrement nouvelle ». Le délégué des États-Unis, M. Austin, donna ce grave avertissement au Conseil de sécurité: « Il est maintenant douteux que la guerre de Corée puisse se terminer rapidement. En outre, il semble tout à fait évident que l'intervention dont le monde libre espérait d'abord qu'elle eût un objet limité constitue en fait une agression ouverte et notoire. En employant le mot « agression » devant ce Conseil et devant le monde, j'obéis aux instructions de mon Gouvernement. Il faudra que tous les pays du monde, et plus particulièrement le Conseil de sécurité, regardent bien en face les conséquences de ces faits ».

M. Austin posa alors au délégué de la Chine communiste une série de questions sur l'intervention de Pékin en Corée.

La réponse du général Wu au délégué des États-Unis constitue la première déclaration officielle du Gouvernement de Pékin aux Nations Unies. Affirmant qu'il était venu discuter la question de l'agression des États-Unis contre Formose, le général Wu ne répondit pas directement aux questions de M. Austin, mais ses observations portèrent sur toute l'Asie, et comme on devait s'y attendre, il insista surtout sur Formose. En abordant la question coréenne, il déclara que la Chine « ne pouvait se permettre de demeurer inactive en face de la situation grave créée par l'agression du Gouvernement des États-Unis contre la Corée et la tendance dangereuse à propager